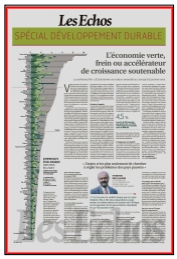
Les Echos

16 RUE DU QUATRE SEPTEMBRE
75112 PARIS CEDEX 02 - 01 49 53 65 65



20 JUIN 12
Quotidien Paris
OJD : 121356

Surface approx. (cm²) : 1945
N° de page : 33-35

SPÉCIAL DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'économie verte, frein ou accélérateur de croissance soutenable

La conférence Rio + 20 doit donner une valeur universelle au concept d'économie verte.

Vingt ans après le sommet de Rio, l'avenir du globe se joue donc à nouveau dans la mégalopole brésilienne. Les 120 chefs d'Etat et de gouvernement présents jusqu'à vendredi le savent aussi bien que les 50.000 représentants de la société civile et du monde des entreprises qui les y ont précédés : les désordres du monde, qu'ils soient économiques, écologiques ou sociaux, s'accumulent.

La planète est en état de surchauffe et pas seulement climatique. De façon très inégalitaire, l'humanité utilise 50 % de plus de ressources que la Terre ne peut en reconstituer. D'ici à 2030, elle consommera l'équivalent de deux planètes supplémentaires, selon le rapport 2012 du WWF sur l'état du monde. Depuis 2000, chaque année, 13 millions d'hectares de forêts disparaissent. Les océans, exposés à la surpêche et à l'acidification de leurs eaux, s'appauvrissent. Partout, la biodiversité recule : moins 28 % entre 1970 et 2008 à l'échelle du globe et moins 61 % rien que dans les régions tropicales, selon l'indice spécifique bâti par cette ONG.

Mais tout n'est pas noir. Depuis le premier sommet de Rio, l'état de l'humanité s'est amélioré. Le taux de pauvreté dans le monde est passé de 45 % en 1990 à 27 % en 2005, tandis qu'aujourd'hui 89 % des individus, soit 6,1 milliards, ont accès à l'eau. En revanche, sur d'autres points, la situation demeure préoccupante, notamment au plan alimentaire : la proportion de personnes souffrant de la faim stagne à 16 %. Or, d'ici à 2050, l'humanité comptera plus de 9,3 milliards d'individus. Et il ne s'agit pas seulement de près de 2,5 milliards de bouches de plus à nourrir. Ce sont également autant d'hommes et de femmes qui peuvent prétendre disposer d'un niveau de vie décent.

Créatrice d'emplois

Ces attentes sont-elles pour autant réalistes et compatibles avec la durabilité de la planète ? C'est tout l'enjeu des discussions prévues à Rio sur l'économie verte. Pour les entreprises, elle est surtout synonyme de croissance économique. Le WBCSD, qui représente 200 multinationales et 7.000 milliards de dollars de revenus, estime dans sa profession de foi « Vision 2050 » que les opportunités dans les seuls domaines des ressources naturelles, de la santé et de l'éducation représenteraient autour d'un millier de milliards de dollars en 2020 et jusqu'à 4,5 % du PIB mondial en 2050. Dans un très récent rapport, l'Organisation internationale du travail (OIT) pense, elle, que *« l'écologisation de l'économie »* devrait rapporter entre 15 et 60 millions d'emplois supplémentaires dans le monde, en fonction des stratégies mises en œuvre par les Etats. Tous les économistes ne partagent pourtant pas cet enthousiasme, personne ne sachant encore chiffrer le rapport entre la part des emplois créés par le verdissement de l'économie et la part de ceux qui seront détruits. Les ONG sont tout aussi sceptiques. *« Rien dans l'économie verte ne remet en question ou ne remplace l'économie basée sur l'extraction de combustibles fossiles ou ses modèles de consommation et de production industrielle »*, considère-t-on chez les Amis de la Terre. Cette ONG, à l'instar de beaucoup d'autres, y voit l'instrument qui permettra aux entreprises de *« s'approprier l'agenda environnemental et de développement à l'ONU »*. Autre contradiction, sinon ambiguïté, la croissance verte ne va guère à l'encontre du phénomène d'accaparement des terres agricoles par des investisseurs étrangers pour produire des biocarburants.

4,5 %

La part du PIB mondial que générerait, en 2050, le développement durable selon le WBCSD.

A chaque pays son modèle

« La nature n'a pas de prix », scande Attac dans un ouvrage paru il y a plusieurs semaines, considérant que la promotion incontrôlée de l'économie verte aura l'effet contraire. Au cours du Forum des peuples qui s'achève à Rio, les ONG ont ainsi défendu le principe du bénéfice, libre de tout droit, des « biens communs », comme l'eau, le patrimoine génétique des plantes, mais aussi des biens culturels nécessaires au développement, comme les logiciels. C'est le concept d'« économie verte inclusive » défendu par le Brésil. *« Il faut développer des technologies qui répondent aussi à des enjeux sociaux. Mettre en place des outils en matière d'économie circulaire et de circuits courts. Il faut le faire prendre en compte à côté des logiques du secteur privé »*, explique Vaia Tuuhia, déléguée générale de l'association 4D.

La Banque mondiale ne dit pas autre chose dans le rapport sur la croissance verte qu'elle vient de publier. Pour ses auteurs, il n'existe pas un seul modèle, mais une variété de modèles adaptés à chaque pays.

Enfin, dernière crainte, celle de voir, à l'issue de la conférence de l'ONU, se dessiner un scénario de domination des pays riches, producteurs de normes environnementales, sur les pays émergents.

A Rio, la définition de l'économie verte *« devra mentionner la nécessité de promouvoir des modes de vie plus sobres et plus durables dans un contexte de raréfaction des ressources »*, estime un rapport sénatorial paru fin mai. Son auteur, Laurence Rossignol, a pris soin d'y rappeler que les trois dimensions – environnementale, économique et sociale – du développement durable devaient être traitées *« de manière équivalente »*.

JOËL COSSARDEAUX
AVEC **MATTHIEU QUIRET**

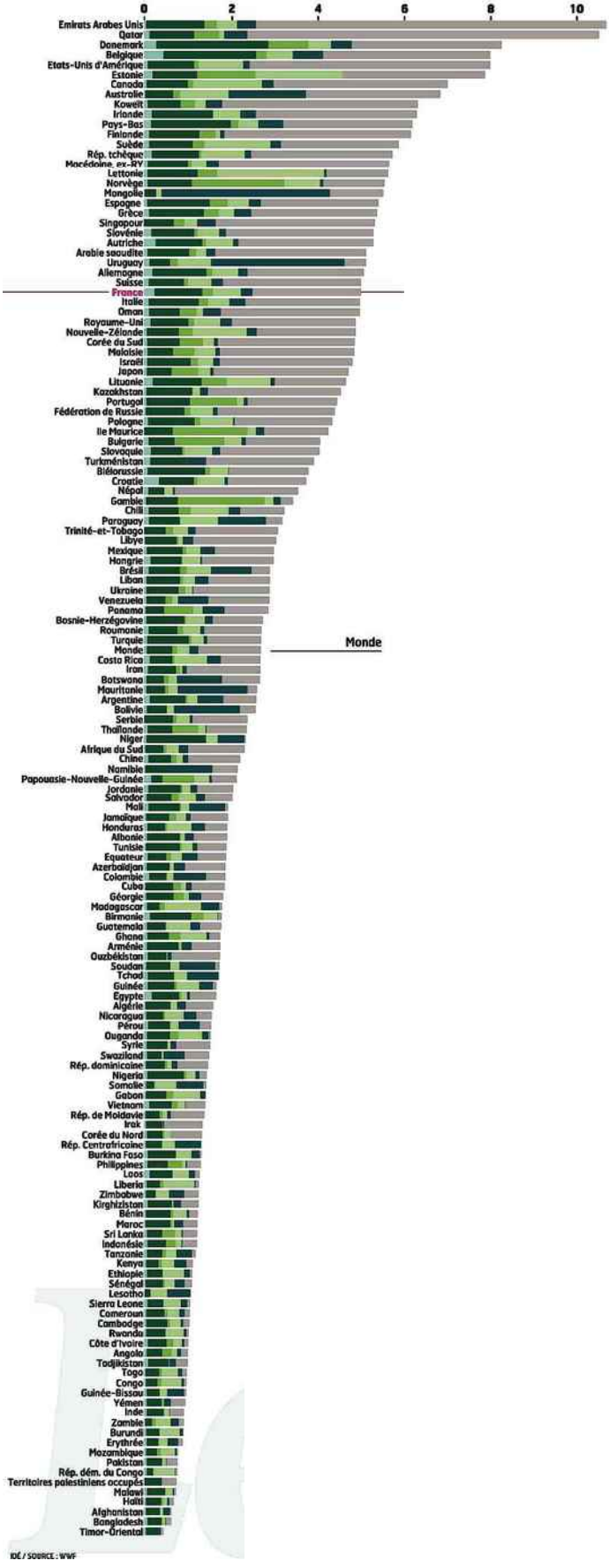
Eléments de recherche : COMITE 21 ou COMITE FRANCAIS POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE : organisme de protection de l'environnement, toutes citations

Les Echos

16 RUE DU QUATRE SEPTEMBRE
75112 PARIS CEDEX 02 - 01 49 53 65 65

20 JUIN 12
Quotidien Paris
OJD : 121356

Surface approx. (cm²) : 1945
N° de page : 33-35



Eléments de recherche : COMITE 21 ou COMITE FRANCAIS POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE : organisme de protection de l'environnement, toutes citations

Les Echos

16 RUE DU QUATRE SEPTEMBRE
75112 PARIS CEDEX 02 - 01 49 53 65 65

20 JUIN 12
Quotidien Paris
OJD : 121356

Surface approx. (cm²) : 1945
N° de page : 33-35

EMPREINTE ÉCOLOGIQUE PAR PAYS EN 2007

NOMBRE D'HECTARES GLOBAUX DEMANDÉS PAR PERSONNE

- TERRAINS BÂTIS
- TERRES CULTIVÉES
- SURFACES DE PÊCHE
- FORÊTS
- PÂTURAGES
- EMPREINTE CARBONE

Si chaque terrien vivait comme un habitant moyen des Etats-Unis ou des Emirats arabes unis, il faudrait une biocapacité équivalente à plus de 4,5 planètes pour répondre à la consommation de l'humanité et absorber les émissions de CO_2. En revanche, si toute l'humanité vivait comme le citoyen indien moyen, elle ne consommerait même pas la moitié de la biocapacité de la planète.

« L'enjeu n'est plus seulement de chercher à régler les problèmes des pays pauvres »

AFP/MIGUEL MEDINA

INTERVIEW
BRICE LALONDE
COORDONNATEUR DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

« C'est encore la vieille Europe qui a le plus d'allant. Elle a fait des propositions assez nettes et même obtenu le soutien de l'Afrique sur la question de la gouvernance mondiale et sur l'économie verte. »

Faut-il attendre autant de ce sommet de Rio que de celui de 1992 ?
Rio 1992 s'inscrivait dans une période de calme exceptionnel. Le mur de Berlin venait de tomber, et la Chine et l'Inde n'étaient pas encore les grandes puissances d'aujourd'hui. La nouvelle donne internationale avait facilité la prise de décisions historiques, sur la biodiversité et le climat, notamment. Aujourd'hui, c'est plus complexe. De nouveaux grands acteurs sont apparus qui considèrent que la finitude des ressources est une vision européenne.

Y a-t-il de réelles avancées en perspective ?
Les progrès seront lents. La crise économique contraint les responsables politiques et les entreprises à se concentrer sur le très court terme. Ils ont du mal à lever le regard et à réfléchir aux vingt prochaines années. Mais ce type de conférence a déjà un mérite : il oblige les Etats à fournir des réponses. Il a permis d'enclencher tout un processus de négociation sur le climat, la biodiversité, le développement durable. Il a permis de faire émerger une communauté internationale de spécialistes de la planète et de l'humanité.

Les chefs de grands Etats ne viennent pas. C'est inquiétant…
En effet, Mme Merkel a annoncé qu'elle ne viendrait pas à Rio. L'Allemagne est pourtant un acteur de premier plan de l'économie et de la diplomatie vertes.

A ce stade des négociations, quel point vous paraît essentiel ?
Pour l'instant, c'est cette idée d'objectifs de développement durable. L'enjeu n'est plus seulement de chercher à régler les problèmes des pays pauvres, comme c'est le cas avec les Objectifs du millénaire. Il s'agit de définir des objectifs pour 2030 tournés vers l'humanité tout entière. C'est totalement nouveau et cela correspond tout à fait à ce qu'il faut attendre des Nations unies : une famille de nations attelées à trouver des solutions et non pas occupées à se diviser.

Que pensez-vous du projet d'Organisation mondiale de l'environnement ?
Le Programme des Nations unies pour l'environnement va être considérablement renforcé à Rio + 20. Irait-on jusqu'à créer une organisation nouvelle ? J'y suis favorable, mais attention aux formulations qui peuvent faire peur. C'est le cas si on se réfère à l'Organisation mondiale du commerce, qui a le pouvoir d'imposer des sanctions. Toute une série de pays, qui voient une menace dans l'environnement, ne veulent pas être contraints et redoutent pour leur souveraineté. Et s'il faut passer par un traité, les Etats-Unis ne trouveraient pas de majorité pour le ratifier.

L'économie verte est décriée par les ONG. Qu'en pensez-vous ?
Cette défiance me rappelle celle dont les permis d'émission de gaz à effet de serre font l'objet. On les critique, mais on oublie qu'avant il n'y avait absolument rien. Conférer une valeur monétaire à la nature, c'est déjà faire un premier pas pour tenter d'arrêter les destructions. Tout l'enjeu est de passer d'un modèle économique où les ressources naturelles paraissaient illimitées et la main-d'œuvre pas si abondante à un modèle inverse.

Que pèse encore l'Europe dans les négociations ?
L'Europe a été un peu timide au début, en considérant qu'il revenait à la Chine, à l'Inde ou encore au Brésil de prendre des initiatives dans les négociations. Mais ces grands pays sont restés jusqu'ici très solidaires de la position historique et plus prudente du groupe du G77 + Chine qu'ils ont longtemps représenté. Finalement, comme on attend moins des Etats-Unis ou du Canada, c'est encore la vieille Europe qui a le plus d'allant. Elle a fait des propositions assez nettes et partage des positions avec l'Afrique sur la question de la gouvernance mondiale de l'environnement et sur l'économie verte.

PROPOS RECUEILLIS PAR J. C. ET M. Q.

Eléments de recherche : COMITE 21 ou COMITE FRANCAIS POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE : organisme de protection de l'environnement, toutes citations

Les Echos

16 RUE DU QUATRE SEPTEMBRE
75112 PARIS CEDEX 02 - 01 49 53 65 65

20 JUIN 12
Quotidien Paris
OJD : 121356

Surface approx. (cm²) : 1945
N° de page : 33-35

Selon McKinsey, Delhi (15 millions d'habitants) aura besoin de 9,6 milliards de litres d'eau par jour en 2030 (26 millions d'habitants prévus) contre 4,1 en 2007, et devra faire traiter 7,7 milliards de litres d'eaux usées par jour contre 3,3.

GOUVERNANCE

Organisation mondiale de l'environnement : les BRIC toujours rétifs

Défendu par la France et par l'Europe, le projet d'Organisation mondiale de l'environnement au sein des Nations unies est à la peine. L'Afrique s'ouvre à cette initiative. Mais pas les pays émergents, qui protègent leur croissance. Les Etats-Unis restent, a priori, hostiles.

Depuis la création du Club de Rome et la publication, en 1972, du très prémonitoire rapport produit à sa demande par les chercheurs du MIT, la communauté internationale n'a pas manqué de vigies pour lui signaler l'accumulation d'écueils vers lesquels la menait tout droit le modèle de croissance dominant. Mais rien n'y a fait. Le gouvernail, qui doit lui permettre d'emprunter une voie moins aventureuse, reste à forger. Pourtant, les plans sont prêts depuis longtemps. Essentiellement, ceux de la future Organisation mondiale de l'environnement (OME) dont la France, par la voix de Jacques Chirac, a commencé à porter officiellement l'idée en 2001, emboîtant le pas de certaines ONG. Une initiative soutenue ensuite par Nicolas Sarkozy et reprise aujourd'hui par François Hollande qui en a d'ailleurs fait la 56e de ses 60 propositions lors de la campagne présidentielle.

Le président de la République, qui a confirmé sa présence à Rio pour participer au sommet des chefs d'Etat, peut-il oser croire à un succès diplomatique sur ce projet ? La partie s'annonce extrêmement difficile, même s'il n'est pas interdit d'espérer. Les Etats-Unis sont, par principe, hostiles à toute structure multilatérale. En revanche, le front du refus opposé par les pays du Sud à cette initiative, aujourd'hui largement portée par l'Europe, s'est fissuré. Ceux de l'Union africaine, vigilants sur le devenir des aides au développement, ont été rassurés et ne disent plus franchement non. La Chine, soucieuse de ses intérêts sur le continent noir, adopte une attitude plus attentiste.

Incohérence du système onusien

Son attitude diffère sensiblement de celle d'autres pays émergents, en gros les fameux BRIC. Inquiets de voir leur croissance bridée par une organisation mondiale productrice de normes environnementales contraignantes et de nouvelles barrières pour leurs exportations, ils suivent cette initiative d'un mauvais œil. L'Inde ne veut pas entendre parler d'une OME. Le Brésil pas davantage, préférant défendre le renforcement de la Commission du développement durable (CDD) et sa transformation en un organe central et transversal des Nations unies.

Cette instance onusienne créée en 1992 a, de fait, failli à l'une des missions, titanesque, qui lui incombaient : assurer le suivi des innombrables actions de l'Agenda 21, adopté par 173 chefs d'Etat au premier sommet de la Terre de Rio, en 1992. Une solution doit donc être trouvée.

« Le pilier environnemental de l'ONU n'est pas assez fort pour contrebalancer son pilier social et son pilier économique », considère Philippe Ramet, négociateur pour la France au ministère de l'Environnement. La démonstration n'est plus à faire : le système onusien, sur le registre de l'environnement, pèche par sa très grande incohérence. Une demi-douzaine d'organismes travaillent sur cette thématique sans se coordonner, comme le PNUD et le PNUE, un programme dans lequel seulement 54 pays sont engagés. Traduction de ce beau désordre, on compterait de l'ordre de 500 accords multilatéraux de l'environnement et de conventions à la portée inégale.

> LE FRONT DU REFUS OPPOSÉ PAR LES PAYS DU SUD À L'ORGANISATION MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT S'EST FISSURÉ. L'UNION AFRICAINE NE S'Y OPPOSE PLUS.

Conçue comme une structure fédératrice – les Français défendent l'idée d'une agence –, cette OME devrait déjà permettre de ne plus agir dans tous les sens. Dans l'absolu, ses plus chauds partisans aimeraient aboutir à une institution spécialisée de l'ONU de niveau et d'autorité mondiaux. Exactement comme le sont l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et l'OIT (Organisation internationale du travail). Mais l'idée fait peur.

Dotée d'un agenda, l'OME fonderait également une partie de ses préconisations sur les travaux menés par la communauté scientifique sur l'évolution de la biodiversité de la planète. Un peu sur le modèle du Giec, qui nourrit les conférences onusiennes sur le dérèglement climatique. Une structure de ce type a déjà vu le jour au mois d'avril, l'Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES).

JOËL COSSARDEAUX

Eléments de recherche : COMITE 21 ou COMITE FRANCAIS POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE : organisme de protection de l'environnement, toutes citations

Les Echos

16 RUE DU QUATRE SEPTEMBRE
75112 PARIS CEDEX 02 - 01 49 53 65 65

20 JUIN 12
Quotidien Paris
OJD : 121356

Surface approx. (cm²) : 1945
N° de page : 33-35

Quand le Brésil, chantre du développement durable, oublie de donner l'exemple

Contestation sur le nouveau Code forestier et sur les projets de grands barrages : l'image verte tendue au monde par le Brésil à l'occasion de Rio + 20 n'est pas immaculée.

« Veto total, Dilma ! » Ce jour-là, l'actrice Camila Pitanga n'était pourtant que la maîtresse de cérémonie à Rio, mais elle n'a pas hésité à interpeller la présidente, Dilma Rousseff, et à lui demander d'envoyer aux orties le Code forestier, adopté au Congrès sous la pression des grands producteurs ruraux. La scène, qui s'est déroulée le mois dernier, témoigne bien de la fièvre qui s'est emparée du Brésil à la veille de Rio + 20.

Le fameux Code forestier est, en effet, devenu un véritable champ de bataille. Un symbole fort, dans un pays longtemps pointé du doigt en raison de la déforestation en Amazonie et qui tente de trouver un nouvel équilibre entre croissance économique, développement social et protection de l'environnement. *« Le Brésil court le risque de jeter sa législation environnementale à la poubelle,* estime Marcelo Furtado, directeur de Greenpeace au Brésil. *C'est un pays plus riche et plus puissant en termes de géopolitique, mais il ne doit pas abandonner ses engagements en matière socio-environnementale. »*

AFP / EVARISTO SA

La polémique fait rage autour des nouveaux grands projets de barrage en Amazonie, comme celui de Belo Monte.

Rétablir l'équilibre

La version du Code forestier approuvée par le Congrès fait la part belle aux grands propriétaires et prévoit même une amnistie envers certains responsables de la déforestation. Finalement, Dilma Rousseff a opposé le veto présidentiel aux mesures les plus polémiques, sans toutefois le rejeter en bloc, comme l'exigeaient les écologistes. Une manière de couper la poire en deux et de ne pas s'exposer au feu des critiques durant la Rio + 20.

Dilma Rousseff a longtemps été soupçonnée de privilégier le développement économique au détriment de l'environnement. Elle tente désormais de rétablir l'équilibre. *« Croître, distribuer les revenus et tirer profit de la richesse sans protéger l'environnement est le pire des égoïsmes, un égoïsme stupide pourrait-on dire »*, déclare-t-elle… Les responsables brésiliens mettent en avant les progrès effectués en matière de déforestation. Selon les chiffres officiels, la destruction a atteint 6.400 kilomètres carrés l'an dernier, soit 75 % de moins qu'en 2004, la période où le problème était le plus aigu.

Mais, en matière de développement durable, les contradictions demeurent apparentes. Les Brésiliens se targuent d'avoir une matrice énergétique fondée à 80 % sur des ressources renouvelables, mais les nouveaux grands barrages en Amazonie font l'objet de critiques des écologistes. L'eau est abondante au Brésil, mais sa gestion laisse à désirer. *« Les pertes se situent entre 40 % et 60 % de la production selon les régions, en raison de l'inefficacité de la distribution,* estime Gesner Oliveira, ancien président de la société d'eau de São Paulo, la Sabesp. *Nous nous abreuvons de notre propre incompétence. »* Quant aux données sur l'assainissement, elles sont, elles aussi, alarmantes. Sans s'attaquer de front à ces multiples signes de faiblesse, le Brésil aura du mal, malgré ses avancées incontestables, à jouer un rôle de protagoniste sur la scène du développement durable.

THIERRY OGIER, À SÃO PAOLO

Les Echos

16 RUE DU QUATRE SEPTEMBRE
75112 PARIS CEDEX 02 - 01 49 53 65 65

20 JUIN 12
Quotidien Paris
OJD : 121356

Surface approx. (cm²) : 1945
N° de page : 33-35

Les acteurs de la société civile française en état de mobilisation maximum

A Rio, le volontarisme des ONG, des entreprises et des collectivités locales tranche avec le peu d'allant des Etats. Les acteurs de la société civile français y font preuve d'un engagement sans précédent.

« Sandwich Days », « Dialogue Days », « Business Days », « Sommet des peuples » et autres « side events » : la société civile et le monde de l'entreprise sont massivement présents, et dans toute leur diversité, à Rio, où ils ont multiplié enccintes et forums pour se faire entendre, défendre leurs solutions avant, pendant et, pour certains, au-delà de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement. « *Pour construire le développement durable de demain, les Etats ne suffiront pas* », fait observer Jean-Pierre Thébault, ambassadeur délégué à l'environnement pour la France. Les entreprises, les ONG, les syndicats et les collectivités locales sont des moteurs d'innovation, qui en matière sociale, qui en matière de financement ou de développement technologiques. Et il faudra de plus en plus compter avec eux.

Signe de cette implication croissante, avant que la conférence de Rio ne démarre, le gouvernement brésilien a mis en œuvre un vaste processus participatif, initié sur le Web et destiné à faire émerger les idées issues de leurs cercles. De ce brainstorming ont jailli 30 recommandations axées sur 10 thèmes (ville durable et innovation, énergie durable pour tous, océans, etc.), lesquelles seront portées à la connaissance des chefs d'Etat pendant le sommet qui débute aujourd'hui.

Plus de responsabilités

Autre exemple de mobilisation de la société civile, celui du Club France Rio + 20. Spécialement créée pour l'événement et pour porter la présence française à Rio, avec l'appui de l'Etat, cette structure ratisse très large. On y trouve notamment la CFDT, qui voisine avec le Medef et la CGPME, la Fondation Nicolas Hulot, le Comité 21 et les principales associations de collectivités locales. En tout, une bonne cinquantaine de réseaux qui, s'ils ne développent pas la même vision du développement durable et social, partagent un même leitmotiv : être « *intégrés plus clairement dans la réforme de la gouvernance du développement durable* », selon Gilles Berhault, le président du Comité 21. Le sommet pourrait se conclure sur une reconnaissance accrue de la société civile dans le processus décisionnel onusien. La Commission européenne pousse pour que chacun des 9 « groupes majeurs » (*) qui la composent sortent de leur statut de « *pur observateur* » et puissent participer de plein droit à la nouvelle gouvernance, notamment aux travaux d'une future et encore très hypothétique Organisation mondiale de l'environnement (OME). Si cette idée passe, ces groupes majeurs pourraient être investis des mêmes droits que les Etats (droit d'expression, droit de présentation d'amendement), à l'exception d'un seul : le droit de vote. « *La question du développement durable mobilise toutes les énergies. Cette évolution est indispensable pour construire du consensus en amont et faciliter une mise en œuvre rapide* », commente Jean-Pierre Thébault.

LES ENTREPRISES, LES ONG, LES SYNDICATS ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES SONT DES MOTEURS D'INNOVATION. IL FAUDRA DE PLUS EN PLUS COMPTER AVEC EUX.

La démarche ressemble furieusement à celle empruntée lors du Grenelle de l'environnement. Ce n'est pas un hasard. La France est à l'origine de cette proposition européenne, qui à défaut, pour l'instant, de faire l'objet d'un consensus mondial, devrait bénéficier du soutien du Brésil. **J. C.**

(*) ONG, syndicats, collectivités territoriales, entreprises et industrie, communautés scientifiques et techniques, enfants et jeunes, femmes, paysans-nés, peuples et communautés autochtones.

Eléments de recherche : COMITE 21 ou COMITE FRANCAIS POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE : organisme de protection de l'environnement, toutes citations

Les Echos
16 RUE DU QUATRE SEPTEMBRE
75112 PARIS CEDEX 02 - 01 49 53 65 65

20 JUIN 12
Quotidien Paris
OJD : 121356

Surface approx. (cm²) : 1945
N° de page : 33-35

New Delhi accumule les chocs démographiques

Les infrastructures de la capitale indienne sont submergées.

En 2030, la population de Delhi, de 12 à 15 millions d'habitants, devrait atteindre 26 millions, faisant de la capitale indienne l'une des plus grosses agglomérations de la planète. Avec quel impact sur l'habitat, les transports, l'environnement? *« C'est simple »*, répond Gautam Bhatia, architecte connu de Delhi et commentateur acerbe de la société indienne, *« si on continue comme ça, ce sera l'enfer»*.

Vous avez dit enfer ? *« Gurgaon touché par des coupures de courant de dix heures, l'approvisionnement en eau à 15 % de la normale »*, titrait « The Times of India » le 28 mai à propos de la ville nouvelle en lisière de Delhi et son principal quartier d'affaires. La situation de cette banlieue huppée donne une idée des problèmes qu'affronte déjà l'agglomération. Un rapport du consultant Booz & Co les passe en revue. L'eau ? La moitié de ce qui est produit disparaît avant d'atteindre les consommateurs. L'air ? Les particules en suspension sont à un niveau de 150 contre 40 à São Paulo et 20 à Londres. Les services publics ? L'absentéisme touche 62 % des enseignants dans les écoles…

Un pôle d'espoir

Par rapport aux autres villes d'Inde, Delhi se distingue par le quartier officiel légué par les Britanniques, où vivent somptueusement politiciens et hauts fonctionnaires. *« Nous avons en plein centre des maisons avec des jardins d'un hectare et demi, et un peu plus loin, 400 personnes se partagent une pompe à eau à main »*, s'indigne Gautam Bhatia. Selon lui, *« près de 60 % des gens vivent dans des bidonvilles ou des constructions non autorisées »*.

Les problèmes de Delhi vont encore s'accentuer du fait de son pouvoir d'attraction. *« Les grandes villes sont des pôles d'espoir pour les pauvres de tout le pays qui rêvent d'une vie meilleure »*, affirme Charles Correa, célèbre architecte indien. Pour une bonne raison : *« le rapport revenu urbain par tête sur revenu rural est passé de 4 à 1 dans les années 1990 à de 9 à 1 en 2010 »*, note une étude du syndicat patronal Ficci.

> « ICI, ON PLANIFIE À HORIZON DE SEULEMENT SIX MOIS. »
> **GAUTAM BHATIA** ARCHITECTE

Les besoins de Delhi vont exploser. Selon McKinsey, elle aura besoin de 9,6 milliards de litres d'eau par jour en 2030 contre 4,1 en 2007, devra faire traiter 7,7 milliards de litres d'eaux usées par jour contre 3,3 et devra traiter 14,1 millions de tonnes de déchets solides par an contre 3,2. *« Ici, on planifie à horizon de seulement six mois, alors qu'en Chine ils comprennent l'ampleur des défis*, déplore Gautam Bhatia. *« A Delhi, tout ce que les autorités peuvent faire c'est éviter l'effondrement total. »*

PATRICK DE JACQUELOT
CORRESPONDANT À NEW DELHI

Les océans, un eldorado de plus en plus menacé

Menacés de surexploitation, les grands fonds marins sont quasiment sans défense.

Ils seront au menu des négociations de Rio + 20 et il y a urgence. Les océans sont menacés de surexploitation. Un tiers de ces « immensités » et les deux-tiers des plateaux continentaux sont ratissés par les pêcheries, sans ménagement pour les coraux. Seuls l'Arctique et l'Antarctique échappent à leurs filets dont les prises mondiales ont quintuplé en cinquante ans (87 millions de tonnes en 2005). La ressource s'amenuise. *« Le "peak fish" est déjà passé. On pêche moins de poissons qu'il y a vingt ou trente ans, avec des moyens plus importants »*, explique Robert Calcagno, directeur du musée océanographique de Monaco. Les pêcheries européennes vont toujours plus au sud fouiller les grands fonds. Sans faire le détail. Pour trois espèces ciblées, la pêche au chalut profond, non sélective, en sacrifie 78 autres . *« Un ratio écologiquement et éthiquement inacceptable »*, pour Claire Nouvian, de l'association Bloom, qui dénonce ce *« pillage du bien commun »*.

> « ON PÊCHE MOINS DE POISSONS QU'IL Y A VINGT OU TRENTE ANS. »
> **ROBERT CALTAGNO**
> DIRECTEUR DU MUSÉE OCÉANOGRAPHIQUE DE MONACO

Le futur ne se présente pas mieux. Les grands fonds marins sont au cœur d'autres enjeux économiques à haut risque pour l'avenir des espèces. L'exploitation pétrolière offshore descend toujours plus bas. Jusqu'à près de 2.000 mètres pour certains forages. Ce n'est pas sans danger pour l'environnement. L'accès à ces sites est difficile et les problèmes peuvent vite tourner à la catastrophe. On l'a vu en mer du Nord, constellée de plates-formes, ou encore avec l'accident de Deepwater Horizon, dans le golfe du Mexique.

Des abysses riches en métaux

Surtout, les abysses regorgent de ressources minières très convoitées. Les grands fonds du Pacifique sont tapissés de nodules polymétalliques, riches en nickel, cuivre, cobalt, phosphate, ainsi qu'en or et en argent, par moins 4.000 mètres. L'extraction de ces ressources désormais permise par les technologies modernes ne sera pas sans risque et sans conséquences sur l'environnement.

D'autant qu'en l'état du droit international, tous les comportements, ou presque, sont permis. La convention de Montego Bay, adoptée en 1982 par les Nations unies, sanctuarise les océans. Mais 29 Etats sur 193, dont les Etats-Unis, ne l'ont pas ratifiée. Quant aux autres, rien ne dit qu'ils tiennent leurs engagements.

Rio pourrait déboucher sur la création d'aires marines protégées. Mais rien n'est moins sûr. Avant que ne débute le sommet, les pays en voie de développement s'y sont opposés. **J. C.**

Eléments de recherche : COMITE 21 ou COMITE FRANCAIS POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE : organisme de protection de l'environnement, toutes citations

Les Echos
16 RUE DU QUATRE SEPTEMBRE
75112 PARIS CEDEX 02 - 01 49 53 65 65

20 JUIN 12
Quotidien Paris
OJD : 121356

Surface approx. (cm²) : 1945
N° de page : 33-35

Nauru, l'île exsangue

Surexploitée pour son phosphate pendant trente ans, cette perle du Pacifique est à l'agonie.

La petite République océanique de Nauru paye cash ses Trente Glorieuses : plus un arbre pour les milliers d'oiseaux dont le guano en s'accumulant avait produit des sols fertiles ; plus une once de terre arable pour nourrir ses 12.000 habitants désormais totalement dépendants des importations ; plus un touriste dans son lagon, brûlé par les poussières de phosphates extraites durant des décennies. Faute de fuel, on cuisine à même le sol sur un feu de rares brindilles et de débris issus de la décharge à ciel ouvert, témoin d'une ère consumériste révolue.

L'Etat, ruiné, a vendu tous ses biens et licencié le tiers de son personnel, laissant aux autres un salaire de 200 euros. Plus de 90 % des habitants – obèses à plus de 78 % – sont au chômage et l'espérance de vie se limite à cinquante-cinq ans, quarante-neuf même pour les hommes, premières victimes mondiales du diabète, dû au mode de vie occidental passé de sa population. Nauru a été plus rapide que l'île de Pâques pour en arriver là. En 1968, l'indépendance venue, la pluie de dollars captée par les colons allemands, puis australiens, de l'extraction du phosphore – utile en temps de guerre pour fournir des explosifs et en temps de paix pour produire des engrais – s'abat sur la population.

Grattée jusqu'à l'os

Dans les années 1970, le PIB de l'île (20.000 dollars par habitant) est digne d'un Etat pétrolier. *« Les émirs du Pacifique »* encaissent alors jusqu'à 225 millions d'euros de revenus annuels. *« Des femmes de ménage sont même payées par le gouvernement pour entretenir les maisons »*, raconte Luc Folliet dans son enquête sur ce territoire de 22 kilomètres carrés (« Nauru, l'île dévastée »). Les « phosphodollars » donnent la folie des grandeurs à ce peuple de pêcheurs perdu à 1.500 kilomètres de la première terre : compagnie aérienne, flotte maritime, immobilier de prestige aux Etats-Unis et en Australie, banque d'affaires, placements financiers…

DR

Il ne reste plus une once de terre arable pour nourrir les 12.000 âmes de l'île.

Avec les premiers signes d'épuisement des mines il y a vingt ans, les Nauruans empruntent pour sauver leur niveau de vie. Jusqu'à l'étranglement. Assommé par les dettes, le gouvernement monnaye tout ce qu'il peut : passeports, argent sale, immigrés clandestins extradés d'Australie, et même son vote à l'ONU pour la reprise de la pêche à la baleine…

Grattée jusqu'à l'os, hérissée de pitons de corail mort, l'île aurait encore de l'avenir : un projet sidérant prévoit de creuser une deuxième couche de phosphate sous les concrétions de corail mises au jour.

PAUL MOLGA

Eléments de recherche : COMITE 21 ou COMITE FRANCAIS POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE : organisme de protection de l'environnement, toutes citations